



**FORUM DE HAUT NIVEAU «LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, LA PERTE  
DE BIODIVERSITÉ ET LA DÉGRADATION DES TERRES AU MOYEN DU DROIT À  
L’ALIMENTATION»**

**Lundi 12 mai 2025, 9h00-17h00**

**Siège de la FAO, Salle rouge + plateforme Zoom**

**Ordre du jour provisoire annoté**

**I. Objectif**

Le changement climatique, la perte de biodiversité et la dégradation des terres constituent des menaces importantes pour la réalisation du droit à une alimentation adéquate car ils ont un impact déterminant sur des éléments fondamentaux de celle-ci, en termes d’accessibilité, d’adéquation, de disponibilité et de durabilité. Ces facteurs conjugués forment une boucle de rétroaction, dans laquelle le changement climatique entraîne une perte de biodiversité, tous deux participant au processus de dégradation des terres. À son tour, la dégradation des terres affaiblit la capacité de celles-ci de résister aux effets du changement climatique, rendant les écosystèmes moins résistants à ce dernier tout en contribuant à l'appauvrissement de la biodiversité. Ce cycle affecte particulièrement les personnes et les groupes en situation de vulnérabilité, notamment ceux dont les moyens de subsistance dépendent directement de l'agriculture et des ressources naturelles. À mesure que les systèmes agroalimentaires s'affaiblissent, l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la pauvreté augmentent.

Bien que l'agriculture ne soit pas le principal émetteur de gaz à effet de serre, la production et la consommation agricoles et alimentaires, influencées entre autres par le comportement des consommateurs et les contextes alimentaires, contribuent néanmoins elles aussi au total des gaz à effet de serre et à d'autres impacts environnementaux, notamment concernant la qualité, la quantité et la disponibilité de l'eau et la biodiversité. Les activités agricoles et forestières s’inscrivant dans des systèmes alimentaires durables peuvent toutefois aider à piéger le carbone dans le sol, à maintenir des écosystèmes sains et à préserver la biodiversité.

Il est essentiel de relever les défis interdépendants constitués par le changement climatique, la perte de biodiversité et la dégradation des terres si l'on veut concrétiser le droit à une alimentation adéquate pour tous. Cela apparaît d'autant plus vrai à la lumière des nombreuses crises se manifestant à l'heure actuelle. Comme l'établit son programme de travail pluriannuel, le CSA a un rôle clé à jouer dans le renforcement des réponses politiques mondiales et dans la coordination des parties prenantes concernées face aux dimensions multiples des crises alimentaires.

Le cadre relatif au droit à l'alimentation offre une approche globale, fondée sur les droits de l'homme et axée sur les causes structurelles et les facteurs systémiques de ces défis interdépendants.

Le Forum de haut niveau contribuera à tirer parti du pouvoir de rassemblement du CSA pour rationaliser le cadre du droit à l'alimentation dans les processus des conventions de Rio.

Un rapport de synthèse sur le Forum, signé par la Présidente du CSA, sera élaboré afin d'étayer les processus des conventions de Rio pour l'année 2025 et les suivantes, ainsi que pour informer la cinquante-troisième session du Comité. À long terme, d'autres activités pourraient également favoriser la coopération entre le CSA et les conventions de Rio, comme l'organisation d'événements parallèles lors des conférences des parties de Rio et/ou au cours des sessions plénières du CSA, ou comme l'alignement plus étroit des programmes de travail respectifs.

## **II. Ordre du jour provisoire**

### **09h00 – 09h10**

#### **1. Remarques d'ouverture**

- Présidente du CSA, *S.E. l'Ambassadrice Nosipho Nausca-Jean Jezile* (5')
- Modérateur, *M. James Stapleton, Conseiller stratégique principal, Alliance de Bioversity International et du Centre international d'agriculture tropicale/CGIAR* (5')

### **09h10 – 10h45**

#### **2. Préparer le terrain: les liens entre les conventions de Rio, la sécurité alimentaire et la nutrition, et la perspective des droits de l'homme**

- Présentation d'une note par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, *Akiko Suwa-Eisenmann, Présidente du HLPE-FSN* (10')
- Le point de vue d'un pays membre particulièrement touché
  - o *S.E. Maryam Mariya, Ministre de l'agriculture et du bien-être animal, Ministère de l'agriculture et du bien-être animal, Maldives* (10')
  - o *S.E. l'Ambassadeur Bassam Rady, Ambassadeur et Représentant permanent de la République arabe d'Égypte auprès des agences des Nations Unies ayant leur siège à Rome* (10')
  - o *Pakistan* (10')
- Le point de vue d'un groupe d'intérêt fortement touché, *Mme Rochelle Diver, International Indian Treaty Council* (10')
- Action fondée sur les droits dans le contexte des conventions de Rio, *M. Volker Türk, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme* (10')
- Questions-réponses (30')

## 10h45 – 12h00

### 3. Créer le lien: approches intégrées du paysage pour soutenir les conventions de Rio et le droit à l'alimentation

- Relier les trois conventions de Rio et le droit à l'alimentation au moyen de l'agroécologie, *Mme Madeleine Kaufmann, conseillère principale en matière de politiques, Office fédéral de l'agriculture, Suisse* (10')
- L'innovation pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, *M. A.G. Kawamura, Coprésident de Solutions from the Land* (10')
- Le régime foncier, une question transversale, *Mme Marcy Vigoda, Directrice de la Coalition internationale pour l'accès à la terre* (10')
- Restauration des terres agricoles dégradées, *M. Lifeng Li, Directeur de la Division des terres et des eaux de la FAO* (10')
- Perspectives sur les approches axées sur l'établissement de connexions lors de la COP 30, *Mme Lilian dos Santos Rahal, Secrétaire nationale à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Ministère du développement, de l'assistance sociale, de la famille et de la lutte contre la faim, Brésil* (10')
- Questions-réponses (15')

## 13h30 – 14h00

### Pause café

## 14h00 – 15h00

### Suite de la section: Créer le lien: approches intégrées du paysage pour soutenir les conventions de Rio et le droit à l'alimentation

- Questions-réponses (45-60')

## 15h00 – 16h00

### 4 Financement et investissement pour le droit à l'alimentation dans le contexte des conventions de Rio

- Le rôle des institutions financières internationales, *M. Juan Carlos Mendoza Casadiegos, Directeur de la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale du FIDA* (10')
- Le point de vue d'un pays membre, *M. Tom Bui, Directeur de la Division des systèmes alimentaires et de la nutrition, Affaires mondiales Canada* (10')
- Le point de vue des donateurs privés, *M. Matheus Alves Zanella, Conseiller principal, Forums mondiaux, Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation* (10')
- Questions-réponses (30')

## 16h00 – 17h00

**5. Conclusion: Perspectives sur le rôle devant être joué par le CSA et ses parties prenantes pour renforcer le droit à l'alimentation dans le contexte des conventions de Rio**

- Synthèse de la discussion par le modérateur (10')
- Séance ouverte aux interventions des délégations (30-60')
- Remarques finales de la Présidente du CSA (10')